

L'ETAT DE SIEGE.

Mardi 20 avril, coup de kärcher sur Bobigny à l'occasion de la prise de fonction en grandes pompes (ça a dû le changer des fusils) du nouveau préfet de Seine Saint-Denis, Christian Lambert (ex directeur du RAID) en présence de Nicolas Sarkozy, et sous les projecteurs de tous les médias nationaux.

A cette occasion, l'Esplanade Jean Moulin – qui n'aura jamais aussi mal porté son nom – s'est transformée en Cité Interdite. Seule présence « humaine » tolérée : la Cour de sa majesté et la garde impériale (30 cars de CRS selon les forces de l'ordre, 80 selon les syndicats).

« Cassez-vous pov' cons »

Tout a commencé dès 8h30 par l'expulsion (au moins une qui ne sera pas portée au crédit d'Eric Besson) des « régularisables » – certains patientant depuis minuit sur place – venus, comme tous les jours eux, effectuer leurs démarches administratives auprès de la « direction des étrangers ». Aucune population n'était non plus tolérée, les accès au métro et au centre commercial côté préfecture étant condamnés. La Trésorerie Générale était ainsi ouverte sans que personne ne puisse y accéder.

Les personnels des services de l'Etat ont été ainsi pris en otage avec la fermeture du parking et du restaurant administratif. Les agents de services de la cantine avaient le choix (si l'on peut dire) entre poser un jour de congé ou se mettre à disposition pour servir les petits fours. Pour les autres agents travaillant quotidiennement sur le site, la question du repas c'était système D ou ceinture, mais sûrement pas les petits fours.

Aucune rumeur n'a filtré quant aux coûts financier et économique de ce battage médiatique, autour de ce qui n'est normalement qu'un simple « clapotis ». Qui se souvient ainsi de la nomination il y a quinze mois de Nacer Meddah à ce poste ?

Tout ceci une fois de plus pour donner une image sécuritaire qui stigmatise les habitants de la Seine Saint-Denis. Nous sommes à mille lieux des préoccupations quotidiennes des populations, pour preuve cette remarque du maire de Bondy qui ne peut s'appuyer que sur une moyenne de 10 agents de police par jour pour 71.000 administrés. Le service public dans le département mérite mieux que de simples uniformes à la parade.

L'enjeu porte sur la place et le rôle de l'Etat auprès de populations trop souvent laissées pour compte et malmenées. Cela passe par le réinvestissement des missions de service public au sein des communes concernées, au plus près des habitants, et avec des moyens matériels et humains conséquents.

Dessins extraits du journal satirique Siné-Hebdo (ultime numéro à paraître le 28 avril 2010)



Contacts

SNADGI CGT - CDI de Montreuil, 29 rue Parmentier - 93100 Montreuil – site web <http://pagesperso-orange.fr/snadgi-cgt93/>
courriel snadgi-cgt.seine-saint-denis@dgifp.finances.gouv.fr ; téléphones : 01 48 57 63 89 ou 01 49 88 59 04
SNT CGT - Trésorerie Générale, 13 Esplanade Jean Moulin – 93000 Bobigny - site web www.tresor.cgt.fr/93
courriel cgt.093@dgifp.finances.gouv.fr ; téléphones : 06 68 30 85 73 ou 01 48 93 62 31